

# Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

« Rechutes et Flottements » (*Amédée Dunois*). — Pour le 3<sup>e</sup> Congrès International Communiste. — La Crise du Parti Communiste Allemand (*Karl Radek*). — Résolution du Congrès du Parti Communiste Russe sur l'organisation du Parti.

Les Fêtes du 1<sup>er</sup> Mai à Moscou (*Alpérovitch*). — La Vie Economique en Russie : La Campagne d'ensemencement (*Pierre Pascal*) ; L'Electrification (*Ivan*). — Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale. — Documents et Communications diverses.

## « Rechutes et Flottements »

**L**e *Populaire* fait des gorges chaudes de récents incidents, au reste assez menus, qui, ayant pour auteurs trois députés communistes, engagent bien la responsabilité particulière de ces élus, mais non point, hâtons-nous de le dire, celle de notre fraction parlementaire et moins encore celle de l'ensemble du Parti.

Le *Populaire*, qui a des poutres plein les yeux, se donne un mal extrême pour découvrir, dans les nôtres, des pailles. L'étrange serait qu'il ne s'y en trouvât pas. Mais que notre hargneux censeur se rassure : nous nous serons depuis longtemps débarrassés de nos pailles qu'il continuera, lui, d'être affligé de ses poutres. La paille, chez nous, c'est l'accident ; tandis que, chez lui, la poutre...

Mais évoquons les faits.

Le citoyen René Nicod, député de la Fédération de l'Ain, a participé à la manifestation des dissidents devant le Mur des Fédérés. Interpellé à ce sujet par le Comité directeur, il a présenté une défense assez peu satisfaisante, mais dont le Comité, pour cette fois, a bien voulu se contenter : sans doute s'est-il souvenu de l'opposition courageuse qu'a faite Nicod à la guerre, en un temps où la guerre n'avait pour ainsi dire pas d'opposants. Mais Nicod aurait tort s'il pensait qu'on peut n'être communiste que du bout des lèvres et que, où la bouche dit oui, le cœur puisse dire peut-être ou même puisse dire non !

Il paraît que Charles Baron, qui représente au Palais-Bourbon la Fédération des Basses-Alpes, a assisté récemment à la cérémonie d'inauguration d'un monument commémoratif

des morts de la guerre. Il convient que Baron et tous ceux qui, par raison électorale, seraient tentés de l'imiter, soient avertis d'une chose : c'est qu'un député communiste doit s'abstenir systématiquement de paraître dans les cérémonies officielles, quelles qu'elles soient. Il n'y est pas à sa place ; il y est même tout à fait déplacé. S'il s'y rendait par aventure, ce ne pourrait être que sur avis conforme de sa Fédération ou du Comité directeur, et seulement pour saboter l'affaire. Or il ne semble pas que Baron se soit, à Sisteron, conduit en trouble-fête. Loin de faire, dans son discours, le procès du régime capitaliste, ce criminel fauteur de l'impérialisme, du colonialisme, du militarisme et de la guerre, loin d'appeler les ouvriers et les paysans à la révolte contre ce régime assassin, Baron a invoqué très platoniquement la « fraternité des peuples », — cette vieille grue quarante-huitarde qui dut être bien étonnée, à son âge, de s'entendre adresser encore un mot d'amour. La fraternité des peuples est une utopie incompatible avec la réalité de la lutte des classes ; nous ne connaissons, nous, que l'internationalisme ouvrier. Qui n'admet pas cette doctrine fondamentale, qu'il aille chez les dissidents !

Mais voici qui, tout de même, est plus grave. Voici qui engagerait plus que des responsabilités individuelles, si les choses s'étaient passées comme le *Peuple* et le *Populaire* l'ont dit. Une proposition de loi signée de tous les députés communistes a été récemment déposée à la Chambre. Elle tend à remédier (?) au chômage par des séries de grands travaux publics pour le paiement desquels l'Etat — l'Etat actuel, l'Etat bourgeois — émettrait des bons à

cours forcé, appelés *billets de travail*. Inutile d'entreprendre, d'un point de vue d'économiste, la critique de cette proposition qui n'est en soi ni pire ni meilleure que n'importe quelle autre proposition du même genre... Les intentions de son auteur, le camarade Maurel, de la Fédération des Bouches-du-Rhône, sont assurément excellentes. Mais la proposition procède de ce faux principe que l'Etat actuel, qui n'est qu'un instrument aux mains de la bourgeoisie, pourrait, avec un peu de bonne volonté, mettre un terme au chômage, ce mal essentiellement capitaliste et qui ne saurait disparaître qu'avec l'expropriation du capital privé. Il ne le peut ni ne le veut, et le lui demander c'est folie.

Mais que ce soit un communiste qui le demande, la chose dépasse l'entendement. Et cela prouve que pour avoir enfin une politique révolutionnaire, il ne suffit pas d'avoir rompu avec la 2<sup>e</sup> Internationale opportuniste. Et cela prouve qu'il n'est pas si aisé de tourner le dos au réformisme qu'à Vandervelde et à Huysmans.

Il faudra cependant que le Parti communiste, à commencer par sa petite fraction parlementaire, se rende compte que le réformisme est bien mort et qu'on tenterait en vain de le ressusciter. Nous n'avons pas à mendier de la vieille société des réformes, si appétissantes qu'à prime vue ces réformes puissent paraître. Nous avons à susciter, à organiser l'effort, la poussée, la pression révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes en vue du renversement de la domination capitaliste.

Ce ne sont pas des réformes de détail que le prolétariat attend de nous, — auquel cas il tomberait assez mal. Les réformes, il est d'ailleurs payé pour en connaître la valeur. Ce qu'il attend de nous c'est que, systématiquement, exclusivement, nous préparions, mêlés à lui, l'assaut final qui lui livrera la forteresse capitaliste. Nos moyens ? La propagande, beaucoup de propagande ; l'organisation, encore et toujours plus d'organisation ; l'action de masse enfin, la bataille économique et politique dont la grève, même la plus humble, est une des figures typiques et dont l'insurrection à base de grève générale marquera le moment culminant. Quant aux réformes, ces chères et bien-aimées réformes qui font battre le cœur de Paul-Boncour, elles viendront à nous toutes seules — « toutes rôties » — comme nous est venue la journée de huit heures, en un temps où le Capital tremblait dans sa vieille peau.

Les communistes n'ont pas à trop s'occuper d'elles : qui met la main dans l'engrenage réformiste, tout son corps y passe à la fin. L'expérience est à cet égard décisive : qu'on se souvienne de la 2<sup>e</sup> Internationale.

Si donc nous déléguons au Parlement des camarades, c'est d'abord parce qu'il est mora-

lement impossible de désertier la lutte électorale ; ensuite parce que la tribune parlementaire donne à la revendication révolutionnaire du prolétariat un retentissement et une ampleur incomparables. Ce n'est pas en tout cas pour y collaborer à des travaux législatifs dont les quatre-vingt-dix centièmes ont pour effet le plus certain de consolider l'ordre social et d'en prolonger la durée. Moins encore pour y prendre l'initiative de « réformes, sociales » que le premier démocrate ou le dernier dissident venu peut déposer. Au Parlement comme dans la rue, dans la rue comme à l'atelier, les communistes n'ont qu'un mot d'ordre : *Lutte de classe et révolution !*

La politique de pure opposition parlementaire, symbolisée dans le passé par le rejet annuel du budget, doit devenir enfin une réalité quotidienne, ne souffrant aucune exception.

\*\*\*

C'est dire combien est à mes yeux malencontreuse la proposition du citoyen Maurel. De là à la prendre au tragique il y a loin. Zinoviev, dans le dernier numéro de l'*Internationale Communiste*, se félicitait de l'adhésion donnée à Moscou par le Parti français, annonçait comme à peu près inévitables « des rechutes et certains flottements ». Nous ferons de notre mieux pour que les rechutes soient bénignes et les flottements éphémères : l'avenir du communisme révolutionnaire en France dépend de notre vigilance à cet égard.

La vraie querelle à faire au citoyen Maurel — dont la bonne foi n'est nullement en cause — ce n'est point d'avoir franchi les limites où nous entendons ramener l'action du communisme au Parlement, c'est d'avoir méconnu la nouvelle discipline du Parti. Non seulement notre fraction parlementaire n'a jamais délibéré sur son projet, dont elle n'a connu l'existence qu'après coup, mais le Comité directeur n'a pas été consulté. Avant Tours, l'indiscipline des élus était la chose la plus courante ; le groupe parlementaire formait comme un parti dans le Parti : c'est un mal que nous sommes résolus à ne pas se laisser réintroduire parmi nous. Il n'est plus admissible que les élus fassent ce qu'ils veulent, comme ils le veulent, quand ils le veulent. La discipline s'impose à tous les militants, élus ou non élus.

Rechute ! Flottement ! Nous en connaissons d'autres, tant l'erreur est chose humaine. Ce qui importe, c'est de ne pas se résigner à elle et, dès qu'elle apparaît, de la combattre et de la vaincre. Et tel est bien l'objet de cet article, que je n'aurais pas écrit si je n'aimais pas mon Parti plus que tel ou tel camarade !

Amédée DUNOIS.

# Le 3<sup>e</sup> Congrès International Communiste

**A toutes les organisations prolétariennes appartenant à l'Internationale Communiste ou désirant y entrer**

Le 3<sup>e</sup> Congrès universel de l'Internationale Communiste est convoqué à Moscou pour le 1<sup>er</sup> juin 1921. Nous avançons ce Congrès de deux mois sur le terme prévu par le règlement de l'Internationale. Nous sommes convaincus que les Partis adhérant à l'Internationale conviendront avec nous que l'intérêt de notre cause exige ce rapprochement de date.

Au cours des neuf mois aujourd'hui écoulés depuis le 2<sup>e</sup> Congrès universel, une large discussion de principes s'est poursuivie dans plusieurs de nos Partis sur toutes les questions posées par le 2<sup>e</sup> Congrès. Dans plusieurs pays la différenciation a même atteint un degré tel que la rupture s'est enfin opérée entre les Communistes et les partisans du Centre. En Allemagne, en France, en Angleterre, en Suède, en Norvège, en Roumanie, en Yougoslavie, en Grèce, en Suisse, en Belgique et dans d'autres pays, la scission entre les communistes et les tenants de l'Internationale intermédiaire deux-et-demie est un fait accompli. Dans d'autres pays, comme la Tchéco-Slovaquie, cette scission sera l'œuvre de l'avenir le plus rapproché. En Italie les communistes ont constitué un Parti indépendant. De l'actuel Parti Socialiste, qui groupe des réformistes avérés et des révolutionnaires hésitants, se sépareront progressivement les éléments prolétariens et sains, qui adhéreront à l'Internationale Communiste. En Amérique, l'union de tous les groupements communistes s'opérera dans le plus bref délai.

L'Internationale doit tirer la conclusion de tous ces événements qui se sont produits à l'intérieur de ces Partis. Le Comité Exécutif a dû prendre pendant cette période des résolutions de la plus haute gravité. Il doit en rendre compte à toute l'Internationale Communiste. Le 3<sup>e</sup> Congrès doit avant tout se convaincre que chacun des Partis affiliés a exécuté véritablement toutes les conditions posées par le 2<sup>e</sup> Congrès.

C'est toute une période de l'Internationale Communiste qui se termine. Jusqu'à son premier Congrès, l'Internationale était dans la phase préparatoire et embryonnaire. Entre le premier et le second, elle a passé par la phase première de propagande. Pendant tout ce temps elle n'était pas encore une organisation internationale possédant une forme précise. Elle n'était qu'un drapeau. La période qui s'est écoulée entre le second et le troisième Congrès est au contraire celle de la différenciation accusée entre les tendances et de la formation de véritables Partis Communistes. Le 3<sup>e</sup> Congrès fera la somme de tout ce travail et donnera à l'Internationale son organisation parfaite et sa tactique régulière.

Le projet d'ordre du jour composé pour le 3<sup>e</sup> Congrès par le Comité Exécutif a été publié dans la presse. Le premier point est le rapport du Comité Exécutif. Pendant les neuf mois écoulés depuis le 2<sup>e</sup> Congrès, le Comité Exécutif a dû prendre la part la plus directe à la campagne et aux scissions qui se sont produites à l'intérieur des Partis. Il s'est élevé naturellement contre lui à ce sujet des protestations. Le 3<sup>e</sup> Congrès aura à dire si le Comité Exécutif a mis fidèlement en pratique la ligne de conduite fixée par le 2<sup>e</sup> Congrès. Mais l'Internationale Communiste en tout cas doit établir cette règle ferme et précise que le Comité Exécutif est entièrement subordonné au Congrès universel ; on peut en appeler de telle ou telle de ses décisions, mais dans l'intervalle entre les Congrès toute la plénitude de la direction lui appartient. Ses décisions doivent être exécutées. Sans cela l'existence même de l'Internationale Communiste, comme organisation mondiale centralisée et disciplinée, est impossible. Si l'Internationale Communiste ne s'appelle pas en vain l'Internationale de l'action, elle doit avoir son Etat-Major, elle doit être certaine qu'à l'égard de cet Etat-Major la discipline sera observée non seulement en paroles, mais dans les actes.

Le second point de l'ordre du jour est intitulé : « La crise économique universelle et les buts nouveaux de l'Internationale Communiste ». Les « théoriciens » de l'Internationale deux-et-demie, Otto Bauer, Hilferding, Kautsky et Cie, assurent que la bourgeoisie, après la fin de la guerre impérialiste, réussira aujourd'hui à restaurer l'équilibre économique et que l'Europe entre dans une ère de développement organique actif sur la base d'un système capitaliste « renouvelé » en vue de la production pacifique. De là les leaders de l'Internationale deux-et-demie sans parler des traités déclarés de la Seconde « Internationale », tirent certains avantages pratiques. Voilà ce qui permet à tous ces Partis, comme par exemple les Indépendants d'Allemagne ou les Longuetistes de France, de passer cyniquement dans le camp de la contre-révolution avérée. Au 3<sup>e</sup> Congrès universel il appartiendra, en partant de l'appréciation exacte des faits, après l'analyse minutieuse de la crise économique avec toutes ses horreurs, chômage jusqu'à présent sans exemple et misère inouïe des masses, de faire apparaître aux travailleurs du monde entier toute la fausseté des illusions réformistes et toute la sottise des gens qui croient à l'avenir d'un capitalisme replâtré et prêchent au prolétariat international une tactique petite-bourgeoise de réformation pacifique.

Le troisième et le quatrième points de l'or-

dre du jour concernent la tactique de l'Internationale Communiste pendant la période révolutionnaire et la période de transition (exigences partielles, actions partielles et enfin lutte révolutionnaire décisive). Dans la période de transition que nous traversons, il est fatal qu'il se produise, dans le mouvement révolutionnaire deux écarts. Si nous sommes à la veille de la Révolution, pourquoi donc émettre des exigences partielles, disent les uns ? Si nous pouvons émettre des exigences partielles, pourquoi donc répéterons-nous chaque fois tout le programme dans son ensemble, disent les autres ? Ne dissipons pas nos forces dans des manifestations partielles, accumulons-les pour la lutte finale et décisive, disent les premiers. Profitons de chaque occasion pour nous manifester, disent les seconds. Le 3<sup>e</sup> Congrès devra tirer les leçons de l'expérience concrète des camarades russes à la veille de la Révolution et de la lutte menée par les ouvriers allemands et les prolétaires des autres pays. Le 3<sup>e</sup> Congrès devra formuler exactement la ligne tactique des Partis Communistes, ligne également étrangère au sectarisme et à la recherche des succès éphémères, tendant également à établir la plus étroite liaison entre les Partis Communistes et les masses prolétariennes et à conserver l'intransigeance doctrinale et la fidélité à la théorie du marxisme révolutionnaire.

Les articles 5 et 6 sont consacrés au mouvement professionnel international : la campagne contre l'Internationale jaune d'Amsterdam et le Soviet International des Syndicats Rouges. C'est une des questions les plus essentielles du 3<sup>e</sup> Congrès. La lutte s'engage de plus en plus vive dans le camp du mouvement professionnel. C'est elle qui décidera l'issue du débat entre la Seconde et la Troisième Internationale, c'est-à-dire entre la bourgeoisie et le prolétariat. Les syndicats groupent aujourd'hui plusieurs dizaines de millions de prolétaires. La tactique des noyaux communistes à l'intérieur des syndicats, préconisée par le deuxième Congrès pour conquérir à l'Internationale Communiste tout le prolétariat, a fait ses preuves. Elle a obtenu de sérieux succès en Allemagne, en France, en Angleterre et ailleurs. Les premiers coups graves ont été portés à l'association jaune d'Amsterdam. Les leaders jaunes d'Amsterdam se débattent de tous les côtés, aujourd'hui ils sont prêts à faire des concessions, demain ils se mettront à exclure tous les partisans de l'Internationale Communiste. C'est un signe non douteux de leur prochaine faillite complète. Le troisième Congrès aura à marquer les résultats de la lutte contre Amsterdam et à systématiser cette lutte pour l'avenir. Mais la principale question qui se posera à lui sera de définir exactement les relations entre l'Internationale Communiste et le Soviet International des Syndicats Rouges : y aura-t-il deux organisations internationales parallèles sous la direction de l'Internationale Communiste, ou bien n'aurons-nous qu'une Internationale Communiste renfermant non seulement les Partis Communistes, mais encore d'une façon générale toutes les orga-

nisations prolétariennes se plaçant sur le terrain de l'Internationale Communiste et entre autres les syndicats Rouges ? Dans ce dernier et le Soviet International des Syndicats Rouges ne serait qu'une section de l'Internationale unique. On peut fournir beaucoup de raisons pour et contre chacune de ces solutions. De l'une ou de l'autre dépendra en grande partie la structure du mouvement ouvrier international. Toutes les organisations appartenant à l'Internationale Communiste doivent examiner attentivement cette question sous toutes ses faces et apporter leur décision nettement formulée au 3<sup>e</sup> Congrès.

Les septième et huitième points de l'ordre du jour sont consacrés aux questions d'organisation : structure intérieure des Partis Communistes, méthodes et contenu de leur action, structure organique de l'Internationale Communiste et ses relations avec les Partis adhérents. Il y a à examiner ici deux groupes de questions. Le premier, c'est la façon dont doit être construit chaque Parti Communiste pris à part. C'est un fait notable qu'en Occident, même à l'intérieur des Partis Communistes, il n'existe pour ainsi dire pas d'organisation fonctionnant de façon permanente. C'est seulement au moment des élections ou dans des cas analogues que tous les membres du Parti agissent de façon combinée. Mais de noyaux communistes ayant une forme précise et fonctionnant régulièrement dans les usines, dans les mines, sur les chemins de fer, dans les villages, dans les syndicats ou dans les coopératives, le Parti n'en possède pas. Il n'y a pas non plus de subordination strictement déterminée de ces noyaux à un centre directeur unique. Il n'y a pas d'organisation illégale sérieuse capable de compléter l'organisation légale. Il est indispensable de mettre fin à cet état de choses, et c'est à quoi s'occupera le 3<sup>e</sup> Congrès. L'autre groupe de questions concerne les limites de l'autonomie dont chaque Parti jouira à l'égard du Comité Exécutif, c'est-à-dire l'agencement intérieur à donner à l'organisation prolétarienne internationale centralisée seule capable de diriger réellement la lutte internationale du prolétariat et les moyens à prendre pour perfectionner la liaison entre les divers Partis communistes ou bien entre eux pris dans leur ensemble et le Comité Exécutif. En d'autres termes sur quelles bases doit être construite l'organisation de l'Internationale Communiste pour être effectivement en état d'exécuter sa mission qui grandit de jour en jour ?

Le neuvième point est consacré à une grave question. L'Internationale Communiste a remporté ses premières victoires parmi les peuples d'Orient. Le Congrès de Bakou a eu sans aucun doute une énorme importance historique. Celui qui se prépare pour les peuples d'Extrême-Orient jouera également son rôle. Le troisième Congrès aura à traiter la question d'Orient non plus seulement d'un point de vue théorique comme le deuxième Congrès, mais du point de vue pratique. Sans révolution en Orient, il n'y a pas de victoire possible pour la révolution prolétarienne universelle. Voilà

l'idée dont doit se pénétrer tout prolétaire communiste. C'est seulement alors que les ouvriers communistes seront suffisamment armés moralement contre « l'opportunisme européen » des Hilferding et autres héros de l'Internationale deux-et-demie qui ont toujours en réserve un sourire de mépris à l'adresse des peuples opprimés de l'Orient.

Il faut accorder une immense importance au dixième point de l'ordre du jour concernant le Parti Socialiste d'Italie. Ce Parti appartenait précédemment à l'Internationale Communiste. Sous l'influence de la propagande centriste menée par Serrati, son Congrès de Livourne a refusé de mettre en pratique les vingt et une conditions élaborées par le 2<sup>e</sup> Congrès à l'usage de tous les Partis. Le groupe de Serrati, ayant rassemblé la majorité au Congrès, a voulu imposer à l'Internationale Communiste des agents avérés du capital comme les vieux réformistes connus de tous : Turatti, Modigliani, d'Aragona, Trèves et Cie, les Dittmann, les Bernstein et les Longuet d'Italie. En faveur de ces réformistes qui disposaient au Congrès de 14.000 voix, les chefs du centre italien, Serrati en tête, ont rompu avec 50.000 prolétaires communistes. Serrati a trahi les décisions prises au deuxième Congrès. A Livourne la victoire morale sur le centre a été remportée en réalité par les réformistes et Turatti. Les ouvriers communistes ont constitué un Parti Communiste indépendant. Dans ces conditions le Comité Exécutif a estimé de son devoir de reconnaître comme unique section de l'Internationale Communiste en Italie le jeune Parti Communiste Italien et d'exclure de l'Internationale le Parti de Serrati qui a renié par ce fait les décisions du deuxième Congrès. Le Parti socialiste d'Italie a fait appel contre cette décision devant le prochain Congrès. Son droit à faire appel est indubitable, comme pour tout Parti. Le Comité Exécutif est prêt à remettre le différend à la décision du 3<sup>e</sup> Congrès.

Connaissant les us et coutumes des leaders centristes, qui aiment éviter de répondre nettement aux questions difficiles, le Comité Exécutif, dans une lettre spéciale au Comité Central du Parti Socialiste d'Italie a déclaré : 1<sup>o</sup> Nous vous invitons au 3<sup>e</sup> Congrès, mais nous demandons que vos délégués aient tous les pouvoirs nécessaires pour donner des réponses définitives à ce Congrès ; 2<sup>o</sup> Nous demandons que vous répondiez clairement et exactement si vous êtes d'accord oui ou non pour exclure du Parti de l'Internationale les groupes de Turatti, Trèves et Cie, car tel est l'unique différend.

La question italienne a acquis une importance internationale. En Allemagne le groupe de Lévi, qui depuis longtemps déjà tentait de constituer une sorte d'aile droite de l'Internationale Communiste, a saisi l'occasion, prétendant que le Comité Exécutif avait commis dans cette question des erreurs de tactique, préconisé les scissions « mécaniques », et autres prétextes du même genre.

Le 3<sup>e</sup> Congrès fera toute la clarté sur cette

question, l'élèvera à sa hauteur de principe, débarrassera le différend de tous les éléments mesquins et accidentels, afin de montrer à tous que quiconque ne met pas en pratique les vingt et une conditions ne saurait être membre de la 3<sup>e</sup> Internationale.

L'ordre du jour comporte encore la question du K. A. P. D. Ce Parti devra dire définitivement s'il se soumet oui ou non à la discipline internationale.

Ensuite viendront les questions concernant le mouvement féminin, le mouvement des jeunesses, etc...

Enfin le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a décidé de mettre sous une forme ou sous une autre à l'ordre du jour du 3<sup>e</sup> Congrès le problème d'une importance essentielle de la politique économique et de la situation générale de la République Soviétiste, la première république dans laquelle le pouvoir ait été conquis par le prolétariat.

Nous demandons à tous les Partis et organisations appartenant à l'Internationale Communiste ou désirant y entrer d'ouvrir immédiatement dans la presse et dans les réunions la plus large discussion sur les questions à l'ordre du jour du 3<sup>e</sup> Congrès. Nous leur demandons ensuite d'aborder immédiatement les élections à ce Congrès.

Le Comité Exécutif a décidé à l'unanimité d'inviter tous les Partis : 1<sup>o</sup> A envoyer des délégations les plus nombreuses possibles ; 2<sup>o</sup> A faire en sorte qu'un tiers des délégués soit choisi dans le Comité Central du Parti et les deux autres tiers parmi les membres des plus importantes organisations locales les plus liées avec les masses ouvrières. Nous accordons une particulière importance à ce dernier point. Il faut qu'il y ait au 3<sup>e</sup> Congrès le plus grand nombre possible d'ouvriers reflétant immédiatement l'état d'esprit des masses prolétariennes.

La préparation du Congrès n'a pas moins d'importance que le Congrès lui-même. Les décisions du troisième Congrès doivent avoir été préparées et réfléchies par les ouvriers de chaque pays au cours de dizaines et de centaines de réunions. A l'œuvre, car il nous reste peu de temps devant nous !

Le Président du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste : G. ZINOVIEV.

Les membres du Comité Exécutif :

*Pour la Russie* : Lénine, Trotsky, Boukharine, Radek ;

*Pour la Finlande* : Kunssinen, Manner, Rania ;

*Pour la Norvège* : Freiss ;

*Pour la France* : Rosmer ;

*Pour l'Autriche* : Steinhardt ;

*Pour l'Angleterre* : Quelch, Bell ;

*Pour la Hollande* : Janssen ;

*Pour la Hongrie* : Bela Kun, Roudniansky ;

*Pour la Géorgie* : Varga, Tskhakaia ;

*Pour la Lettonie* : Stoutchka ;

*Pour la Pologne* : Waletzky ;

*Pour la Suisse* : Itchner ;

*Pour la Bulgarie* : Dimitrow, Popov, Chabline ;

*Pour la Perse* : Sultan Zade ;

*Pour l'Internationale de la Jeunesse* : Chatskine.

# La crise du Parti communiste allemand

## I. — L'exclusion de Lévi

Lorsqu'en décembre dernier la Ligue des Spartakistes, avec ses 100.000 membres, opéra sa fusion avec les Indépendants de gauche, amenant ainsi à l'Internationale Communiste environ quatre cent mille ouvriers de ce Parti, il fut clair pour toute personne connaissant la situation en Allemagne que le nouveau Parti Communiste unifié traverserait encore plusieurs crises avant de devenir un véritable Parti Communiste. Sous la pression des masses ouvrières de chaque centre, un nombre important d'organiseurs, de directeurs de journaux, etc., avait adhéré après de longues hésitations au programme et à la tactique de la 3<sup>e</sup> Internationale. Ces hésitations, on le comprend bien, ne se terminèrent pas par la simple signature des 21 conditions.

En outre des problèmes nouveaux se posaient devant le Parti. Un Parti d'un demi-million de membres et exerçant son influence sur un million et demi d'ouvriers organisés, ne peut plus se borner à la propagande et à l'agitation. Il doit prendre part aux grandes luttes qui deviennent fatales dès que ce Parti veut remplir son devoir et répondre aux coups de la bourgeoisie par des contre-attaques du prolétariat. Or il se manifesta, dès l'équipe du Kornilov allemand et même parmi les anciens leaders spartakistes, une certaine tendance vers la droite. Echaudés dans les combats inconsidérés de 1919, ils voyaient dans toute action révolutionnaire d'une minorité, entraînant elle plusieurs centaines de milliers d'hommes, une effusion de sang sans résultat. Le passage de la propagande à l'action devait nécessairement susciter dans le Parti des conflits et des dissensions. C'est seulement après leur solution que pouvait se constituer un véritable Parti Communiste bâti pour la lutte. L'histoire des six premiers mois d'existence du Parti Communiste unifié d'Allemagne est l'histoire de ce processus inévitable.

Le conflit s'engagea lorsque les deux présidents du Parti, l'ancien spartakiste Paul Lévi et l'ancien indépendant de gauche Daumig, se prononcèrent contre l'admission dans l'Internationale du Parti Communiste ouvrier d'Allemagne, à titre de membre sympathisant. Ce Parti est composé de communistes « de gauche » qui se sont séparés des spartakistes parce qu'ils n'admettaient pas la propagande à l'intérieur des anciens syndicats ni l'utilisation du parlementarisme dans un but d'agitation et d'organisation révolutionnaires. Comme on le sait, le second Congrès de l'Internationale approuva entièrement le point de vue des spartakistes d'après lequel les communistes n'ont pas le droit de s'isoler des organisations groupant les masses ouvrières et doivent utiliser pour la propagande communiste tous les moyens mis à leur disposition par l'Etat bourgeois. Néanmoins tout en approuvant ce point de vue du Spartakus, le Comité Exécutif ne pouvait ignorer que le Parti Communiste ouvrier reflétait la mentalité insurrectionnelle des masses ouvrières sans travail et les plus déshéritées. C'est pourquoi il accepta provisoirement ce Parti à titre de sympathisant afin de conserver ses relations avec lui et par là d'exercer sur lui son influence morale et de faciliter au Parti unifié sa fusion avec ce groupe de gauche et les éléments révolutionnaires qui le suivent. Les plaintes hystériques de Paul Lévi contre cette

décision expriment seulement son incapacité à trouver le chemin du cœur et de l'esprit de ce prolétariat dans lequel la désagrégation du capitalisme suscite une mentalité de révolte désespérée. Cette incapacité est déjà par elle-même une tendance de droite, car celui qui veut véritablement la révolution doit comprendre qu'aucune campagne révolutionnaire n'est possible si on écarte de soi les éléments prolétariens les plus mécontents du capitalisme. Cette tendance de droite ainsi manifestée par Lévi reflétait ce simple fait qu'une partie des organisateurs et des chefs redoute les actes désordonnés, mais en tout cas révolutionnaires des éléments prolétariens sans travail et autres semblables.

Cette incapacité de comprendre la partie insurrectionnelle du prolétariat se joignait dans le groupe qui se constitua autour de Lévi à une certaine tendance qui prétendait attirer au Parti et à l'Internationale Communiste les milieux retardataires du prolétariat par une propagande modérée et correcte, c'est-à-dire en réalité par un renoncement à l'activité nettement révolutionnaire et par un refus de rompre avec les éléments centristes. Cette tendance se manifesta le jour où Lévi, revenant du Congrès italien de Livourne, se mit à critiquer le Comité Exécutif de l'Internationale, sous prétexte qu'il aurait épouvané Serrati, suscité une scission artificielle et automatique dans le Parti Italien, et aspirerait à créer des Partis communistes purs mais peu nombreux. Lévi a lancé contre le Comité Exécutif un reproche qui jusqu'à présent a été l'arme principale des centristes contre l'Internationale Communiste, le reproche de sectarisme. Il semblait à plusieurs que cette accusation venait de désaccords ayant leur source dans un défaut d'information sur la situation italienne et sur les intentions du Comité Exécutif. Mais les dirigeants du Parti comprennent qu'ils avaient affaire à une déviation centriste et que Lévi, tout en se séparant en paroles de Serrati, soutenait en réalité ce révolutionnaire brulant contre les communistes italiens. Lorsque le Conseil Central du Parti, composé du Comité Central et des représentants des provinces, adopta une résolution repoussant nettement et fermement le point de vue de Lévi, ce dernier se démit de ses fonctions de président et avec lui abandonnèrent le Comité Central Clara Zetkin et quatre anciens indépendants. Cet événement a prouvé non seulement la formation dans le Parti d'une aile droite, mais encore le mépris de cette aile droite, à l'exemple de tous les groupements opportunistes, pour la discipline révolutionnaire. Dans un Parti qui exige des ouvriers qu'ils marchent au premier appel du Comité Central à la lutte armée contre les blancs, un mandat est un poste qu'il est interdit de quitter sans ordre. Le Congrès avait confié à Lévi et à ses partisans des postes importants dans le Parti. En les abandonnant sans autorisation, ils ont montré qu'ils prétendent être au-dessus du Parti et lui dicter leurs conditions, comme l'ont toujours fait les groupes intellectuels dans le mouvement ouvrier. Lévi et ses partisans ont déclaré qu'ils serviraient le Parti comme simples soldats, sans accepter la responsabilité de sa direction politique. Les journées de mars ont pu convaincre le Parti que c'étaient là des mots, et que les camarades qui se sont montrés incapables de remplir leur

devoir comme commandants ne peuvent pas le remplir comme simples soldats. Les combats de mars ont été témoins non seulement du sabotage des partisans de Lévi, mais de la trahison ouverte de l'ancien président du Parti Lévi, qui pour cette trahison a été exclu du Parti Communiste d'Allemagne et de l'Internationale Communiste.

## II. — Les leçons du mouvement de mars.

Lorsque les ouvriers de l'Allemagne centrale ont engagé la lutte contre les détachements de Hersing envahissant leurs provinces, toute la presse bourgeoise, indépendante et social-démocrate poussa les hauts cris contre le putsch, contre la saignée commandée par les communistes n'hésitant devant aucune aventure pour sauver la Russie soviétiste en danger. Le mouvement ne faisait encore que débiter, on ne savait pas encore s'il se développerait ou non, lorsque l'ancien président du Parti, le renégat actuel Paul Lévi le jugea de cette façon. Inutile de dire que le gouvernement soviétiste et même le Comité Exécutif de l'Internationale n'ont appris le mouvement de mars qu'après que les radios de Berlin l'eurent annoncé à tout l'univers. La meilleure preuve en est un article de la *Pravda* du 25 mars, dans lequel j'essayais d'en découvrir les sources et d'en prédire très prudemment le cours vraisemblable. De son côté le Comité Central du Parti Allemand a souligné plusieurs fois que la décision prise par lui le 17 mars de renforcer son caractère combattif, avait été suscitée par les circonstances intérieures et extérieures, sans aucune invitation ni du Comité Exécutif de l'Internationale ni de son représentant. Le mouvement qui se déclencha peu de jours après ne fut qu'une réaction contre l'offensive gouvernementale à l'égard de la région ouvrière des mines du centre. Nous sommes obligés d'indiquer ce fait parce qu'il découvre indirectement le caractère centriste du groupe de Lévi le renégat, car pour nous communistes, depuis quand interdisions-nous à l'Internationale le droit de donner aux Partis adhérents des conseils sur leur action ? Jusqu'ici les Hilferding et les Crispian seuls avaient osé crier contre la dictature de Moscou. Si les communistes allemands, dans la conviction que l'existence de la Russie soviétiste est le gage de la victoire de la révolution mondiale, avaient commis l'erreur de forcer les événements pour soutenir la Russie, cette erreur certaine, car il n'est pas permis de hâter artificiellement la révolution, aurait cependant été une preuve d'internationalisme révolutionnaire, qualité indispensable à tout prolétariat pour triompher. Le centrisme et la trahison de Lévi et ses pareils ressort donc déjà de leurs plaintes contre la dictature de Moscou et contre la prétendue intention du Comité Central allemand de soutenir la Russie en encourageant le dernier mouvement.

Mais, comme nous venons de le montrer, ce reproche est pure invention. La décision du 17 mars provenait uniquement des circonstances objectives et répondait aux intérêts du mouvement communiste en Allemagne. Le véritable auteur du mouvement de mars a été le gouvernement prussien. Le social-démocrate Severing, ministre de l'Intérieur en Prusse, a reconnu avec le cynisme propre aux laquais de la bourgeoisie que, remarquant l'activité croissante du Parti Communiste, il avait décidé de le provoquer prématurément au combat. On peut critiquer le Comité Central du Parti d'avoir accepté ce combat à un moment défavorable, mais non pas d'avoir suscité volontairement une saignée.

Le putschisme porte dans la terminologie marxiste un nom bien déterminé : c'est une ten-

tative d'accaparement du pouvoir par une minorité révolutionnaire insignifiante. Le Comité Central du Parti allemand ne se proposait rien de semblable. Si c'était là le reproche fait par Lévi à son Parti, il aurait néanmoins quelque sens. Tous les lecteurs de sa brochure ont été convaincus que c'était bien là son reproche, ils ont donc réclamé de lui la preuve que le mouvement de mars visait à prendre le pouvoir. Mais dans sa préface Lévi déclare qu'il n'a jamais eu l'intention de lancer cette accusation ; il a voulu dire seulement que le mouvement a été tramé par la tête incapable représentant l'Internationale Communiste et sans aucun doute. Mais dans le corps de la brochure il reconnaît qu'en Allemagne centrale les villes se soulevaient les unes après les autres, les centres ouvriers les uns après les autres, et que les ouvriers luttaient héroïquement, et mouraient avec dévouement. Il ajoute que tout cela s'est fait sur l'ordre du Comité Central du Parti Or qui pourra croire que des centaines de milliers d'ouvriers marchent au combat sans savoir pourquoi, uniquement sur un ordre du Comité Central d'un Parti jeune qui n'a pas encore grande autorité et qui a été sérieusement affaibli par le départ de camarades connus. Il faut avoir tout l'orgueil d'un intellectuel n'ayant rien de commun avec le mouvement ouvrier pour énoncer pareille absurdité. Si les ouvriers de l'Allemagne centrale se sont battus héroïquement, c'est qu'ils ont admirablement compris le sens des événements, et qu'il s'agissait de se défendre contre les blancs, contre une nouvelle offensive du capital contre le prolétariat.

Parler de putschisme, c'est seulement couvrir de phrases sonores un simple reniement à la tactique offensive du communisme, et même à la défense active. Et Lévi ne dit pas ce qu'il aurait fallu faire au moment où Hersing lançait ses bandes contre l'Allemagne centrale : le Parti Communiste devait-il se taire, ou bien prier Lévi de prononcer au Parlement un beau discours de protestation ?

Par sa sortie contre le Parti au moment même où sévissent les coups martiaux, Lévi s'est retranché de l'Internationale Communiste. Mais même s'il n'y avait pas là de trahison, même alors la position prise par lui serait un reniement du communisme, puisqu'elle équivaut à une tactique d'inaction et d'attente alors que toute la situation réclame l'action.

Pour détourner ce reproche, Lévi accepte la tactique des manifestations locales, pourvu qu'on ait pour soi dans chaque localité la majorité des ouvriers. Mais le progrès fait par le mouvement communiste allemand cette année consiste précisément en ce qu'après des dizaines d'insuccès locaux il a opéré la réunion de tout le prolétariat allemand et permis de cette façon d'engager le combat sur toute la ligne. Sentant la faiblesse de sa position, Lévi renvoie dans la préface de la seconde édition de sa brochure à un mémoire remis par lui à son Comité Central le 10 mars. Le plan qui y était exposé montre seulement que Lévi est un doctrinaire qui se perd dans les songes pour échapper à la réalité. En quoi en effet consiste ce plan ? La bourgeoisie allemande est dans un état lamentable : l'Entente lui impose des exigences mortelles, qui suscitent l'indignation générale. Néanmoins la bourgeoisie allemande est incapable de résister à l'Entente sans s'allier à la Russie soviétiste. D'autre part cette alliance peut engager la question de la lutte pour la possession du pouvoir. Le plan pêche seulement par cet endroit que, s'il est impossible d'amener les ouvriers scheldemaniens à se battre pour leurs intérêts les plus immédiats, il serait cepen-

dant possible d'après lui de les faire battre pour détourner les conséquences futures des exigences de l'Entente. En réalité les ouvriers scheidemanniens sont bien convaincus qu'on ne peut leur enlever que ce qu'ils ont et même espèrent que l'Entente les ravitaillera. Ils se trompent sans doute, mais ils ne reconnaîtront leur erreur qu'après l'occupation de l'Allemagne par les alliés. Le plan de Lévi est donc un projet de fantaisie qui fuit le combat réel d'aujourd'hui pour combattre théoriquement demain dans les nuages de son imagination. Lévi, comme son père Hamlet, parle de poignards afin de ne pas s'en servir.

Si Zetkin, Brass, Gayer, prétendent que le point de vue de Lévi répond aux principes et à la tactique de l'Internationale, c'est une mauvaise plaisanterie. Dès son premier jour, l'Internationale a dit aux ouvriers de tout l'univers que la victoire finale ne leur tombera pas tout faite du ciel, qu'elle se forge dans les combats partiels pour les intérêts actuels du prolétariat, combats que le Parti Communiste doit élargir et approfondir. Renoncer à ces combats, sous prétexte qu'ils peuvent aboutir actuellement à un échec, c'est renoncer à la lutte et faire du Parti Communiste un simple cercle de propagande. Lévi, en reprochant à l'Internationale de rechercher le secret du communisme pur, est prêt tout le premier à changer le Parti en une secte, si par malheur il suivait ses conseils. Mais en rejetant la position de Lévi, le Parti a prouvé sa vitalité. Cette preuve est d'autant plus précieuse qu'il l'a faite en dépit de l'insuccès et des erreurs des journées de mars.

### III. — L'importance internationale des mouvements d'Allemagne

Le V. K. P. D. a commis en mars plusieurs erreurs. La principale a été de passer sans transition de la propagande à la lutte active. Cette erreur a ses racines dans le passé. La responsabilité en retombe avant tout sur l'aile droite du Parti Lévi et Daumig, anciens présidents du Parti, qui n'ont pas su préparer ses organisations aux combats inévitables. Pour cette raison, le moment venu de défendre les mineurs de l'Allemagne centrale, il était fatal que cette action, nécessaire, aboutisse cependant à une défaite.

La seconde erreur a été que le Comité Central n'ait pas tenu en mains les ouvriers armés, qu'il leur ait permis d'agir alors que le caractère du mouvement n'était pas déterminé et qu'on ne voyait pas clairement s'il ne valait pas mieux se borner à une grève. Cette erreur est due également au camarade de droite dont il dépendait de ne pas la commettre. Le Comité Central dans son ensemble n'avait pas à être au courant de ces choses particulièrement conspiratives.

Le reproche qu'on peut faire au Comité Central de gauche existant actuellement, c'est de n'avoir pas su dès le premier moment donner une forme politique nette et distincte au mouvement et même aujourd'hui, après la lutte, de tolérer de nombreuses erreurs sur son vrai caractère. Le mouvement de mars est ce qu'on appelle en langage militaire de la défensive offensive. Au lieu de souligner son caractère défensif, le Parti a parlé d'offensive, et par là il a permis à ses adversaires de faire croire à une partie du prolétariat que le mouvement était suscité artificiellement par les communistes. En outre certains camarades dirigeants ont aujourd'hui une théorie d'après laquelle le Parti doit s'orienter vers l'offensive : c'est là un excès qui ne tient pas compte des circonstances. Le Parti doit et devra se conformer à la situation concrète. Il ne doit prendre l'offensive que si les circonstances l'exigent. Sa politique ne dépend pas d'une théorie, mais des faits objec-

tifs. L'esprit d'activité qui se remarque aujourd'hui dans les rangs du Parti, et dont l'Internationale Communiste ne peut que se louer, doit avoir pour premier résultat d'accroître la propagande révolutionnaire offensive, la vie légale et illégale du Parti, la préparation constante à la lutte. Une fois pénétré de cet esprit dans toute sa pratique quotidienne, le Parti sera à la hauteur une fois le moment venu d'agir.

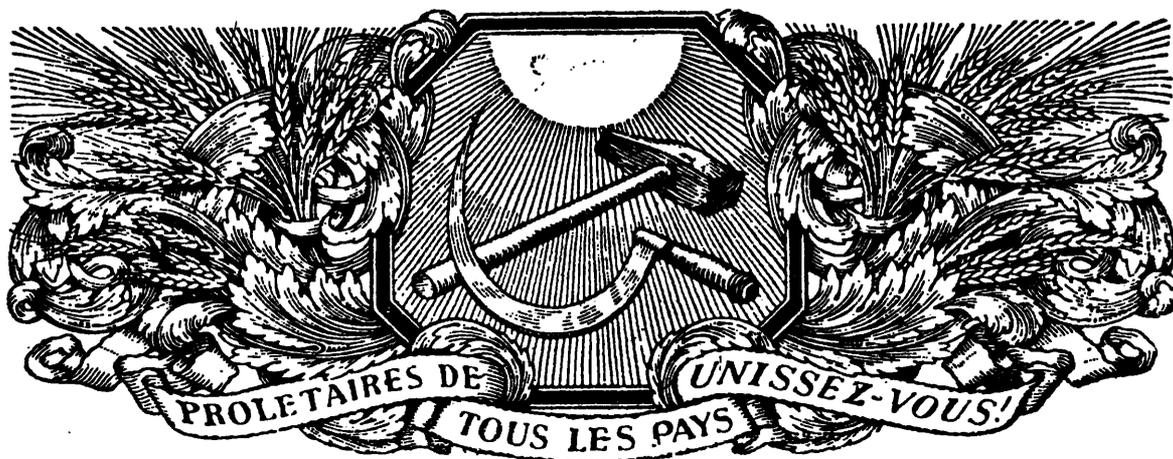
L'adoption d'une politique militante par le V. K. P. D. est un fait d'une énorme importance internationale. Ce qui manque au mouvement occidental, c'est précisément des partis qui puissent et qui veuillent véritablement engager le combat, et non plus se borner à la discussion théorique ou à la propagande.

Le Comité Central du Parti allemand, chose plus essentielle encore, les masses ouvrières et les organisations locales ont prouvé leur volonté d'action révolutionnaire. La dislocation de la bourgeoisie allemande s'accroît de jour en jour, l'apparition dans ce pays d'un Parti prêt à se battre nous assure la présence du facteur le plus essentiel de la révolution. C'est ce qui jusqu'à présent manquait le plus à la victoire définitive du prolétariat en Allemagne.

Les derniers événements ont encore montré autre chose : le changement d'attitude du Parti s'est accompli contre des gens que nous considérons comme communistes et qui appartenaient depuis de longues années, ou depuis le dernier Congrès, à l'Internationale Communiste. Autour d'eux se groupent de nombreux organisateurs, littérateurs, et leaders de l'ancienne fraction des indépendants de gauche. Cela montre que nous avons affaire non pas à l'erreur d'une ou deux personnes, mais à la politique d'une souche bureaucratique qui, tout en acceptant la théorie communiste, redoute de combattre pour elle. Ce sont les frères cadets des Diltmann et des Dissmann qui eux ont redouté jusqu'à la théorie. L'attitude de Lévi et de ses partisans a montré que les bureaucrates du Parti sont même capables de contrevenir à la discipline, si le Parti décide contre leur volonté. Le V. K. P. D. saura mettre à la raison ces éléments. Il ne permettra pas aux 17 membres de la fraction parlementaire de se moquer de ses décisions. Il ne laissera pas ses membres publier des revues en collaboration avec des gens exclus du Parti pour trahison. Et en cela il jouira du soutien absolu de l'Internationale Communiste, pour laquelle ce qui se passe en Allemagne n'est qu'une continuation de la lutte contre les centristes. L'Internationale, en ouvrant largement ses portes aux masses ouvrières adhérant à ses principes, ne s'est jamais dissimulé le danger : elle a prévu que beaucoup d'éléments différents seulement en paroles des Hilferding et des Crispian entreraient dans ses rangs. C'est pourquoi le second Congrès a pris contre eux des mesures de précautions. Il a obligé les Partis adhérents à faire de temps en temps des révisions générales de leurs effectifs. Beaucoup ont cru cette exigence inutile. Les événements d'Allemagne prouvent le contraire. Le prolétariat est obligé de mener campagne dans des conditions si difficiles qu'il n'y a rien d'étonnant à ce que beaucoup de ses chefs, en particulier les intellectuels ou les bureaucrates des temps anciens, s'effraient et se mettent à reculer. L'avant-garde ouvrière, comme l'ont prouvé les décisions de toutes les organisations locales sans exception, voit les difficultés et apprécie comme il convient les erreurs, mais uniquement afin de les dépasser et de marcher de l'avant. Voilà quel est l'enseignement international des événements de mars en Allemagne.

10 mai 1921.

Karl RADEK.



# Le Congrès du Parti Communiste Russe

## L'ORGANISATION DU PARTI

*Nous sommes heureux de publier ci-dessous les résolutions adoptées par le récent Congrès du Parti Communiste de Russie concernant l'organisation de ce Parti.*

### I. — Principes généraux

1° Le Parti du marxisme révolutionnaire s'oppose à la tendance qui voudrait donner à l'organisation et aux méthodes de travail du Parti une forme absolue et valable à tous les degrés du processus révolutionnaire. Au contraire, l'organisation et les méthodes sont toujours déterminées dans leur forme par les particularités de la situation historique et par les tâches qui surgissent immédiatement de cette situation ;

2° Partant de ce point de vue, il faut reconnaître que chaque forme d'organisation et les méthodes de travail correspondantes peuvent, avec le changement des conditions de développement de la révolution, se transformer, de facteurs favorisant la croissance du Parti, en des obstacles qui l'entravent, et qu'au contraire, une forme d'organisation qui était devenue inutilisable peut redevenir nécessaire et utile, au cas où les conditions de fait correspondantes se renouvelleraient ;

3° La contradiction entre les besoins de la situation nouvelle, d'une part, et, d'autre part, les formes traditionnelles de l'organisation et de ses méthodes de travail se fera sentir avant qu'on ait reconnu la nécessité de changer de direction. Un changement de direction n'est à envisager qu'au cas où (dans ses points essentiels) la tâche principale qui avait créé la forme d'organisation précédente, avec la méthode de travail correspondante, aura été accomplie ;

4° On ne doit pas transporter d'une façon mécanique les formes de travail et de méthodes de l'organisation du Parti correspondant à une certaine situation historique, dans d'autres organisations, soviets ou organes administratifs et éco-

nomiques. En voulant le faire, nous négligerons complètement la différence entre l'organisation de l'avant-garde de la classe ouvrière — le Parti — et d'autres organisations, les différences entre les classes, entre les divers groupes de la classe laborieuse elle-même, et entre les diverses tâches qui, suivant les nécessités historiques, incombent au Parti, etc.

### II. — La période de guerre et notre Parti.

5° La première période de la révolution a été caractérisée par l'agression armée de l'impérialisme mondial contre la République soviétiste et la lutte acharnée sur les fronts, notamment sur les fronts extérieurs. L'existence même de la République était menacée et, se défendant contre l'ennemi, elle devait assurer ses ressources économiques vitales, les territoires donnant le charbon, le naphte, etc. ;

6° L'action militaire et guerrière constituait donc la tâche immédiate fondamentale. Elle a tout primé, même la tâche éducative du Parti. Toute la République se transformait en un camp militaire, et le Parti du prolétariat devait s'adapter à cette œuvre fondamentale, et s'appliquer à l'accomplir ;

7° La forme d'organisation du Parti, dans cette période, devait donc forcément être la militarisation du Parti. La forme de la dictature prolétarienne, ayant pris le caractère d'une dictature militaire du prolétariat, la forme de l'organisation du Parti a pris un caractère qui correspondait à cette situation et, du point de vue de l'utilité révolutionnaire, elle ne pouvait que prendre ce caractère. Ce fait se traduisait par la centralisation excessive des organes collectifs du Parti ;

8° Les méthodes de travail dans le Parti résultaient également de la nécessité de l'action militaire. C'était, en général, le système des ordres militaires, émis par les organes supérieurs du Parti et suivis tacitement sans un mot de cri-

tique, par les simples soldats du Parti. Les mesures qui caractérisaient cette époque, c'étaient les mobilisations incessantes, surtout d'ordre militaire et le regroupement des forces du Parti ;

9° C'est cette structure du Parti qui nous a permis de briser la résistance de l'ennemi et de sortir victorieusement de la guerre. Elle était donc la plus utile dans la période de guerre.

### III. — Les contradictions de la période de guerre et le Parti.

10° La contradiction principale de cette période réside dans le fait que, d'une part, la croissance rapide du Parti et le caractère de son activité empêchaient l'éducation communiste de la masse du Parti et surtout, des membres nouveaux, et qu'en même temps, la participation de presque tous les membres du Parti au travail actif, participation obtenue par voie de mobilisation, suscitait même chez les adhérents les plus arriérés, le désir de prendre des initiatives et de résoudre eux-mêmes les problèmes qui se posaient alors, ce qui était en contradiction avec la centralisation extrême et le système des ordres militaires ;

11° Les énormes sacrifices de guerre, qui avaient pour conséquence l'appauvrissement du pays, faisaient en même temps ressortir la nécessité de maintenir dans le Parti les institutions de lutte et les catégories spéciales de travail. Il en résulta que l'inégalité matérielle entre les membres du Parti s'accroissait en même temps qu'augmentait l'appauvrissement général ;

12° La dissolution des anciens groupements de classe, ainsi que la dislocation des partis socialistes (mencheviks et socialistes révolutionnaires), ont eu pour résultat l'affluence de ces éléments dans notre Parti. Etant donnée la stagnation relative du travail éducatif dans l'ensemble du Parti et le manque d'un nombre suffisant de travailleurs actifs et éprouvés, ces éléments ont gravi rapidement la hiérarchie des bureaux soviétistes, militaires, syndicalistes et du Parti ;

13° Par suite de cette pénurie, l'appareil bureaucratique qui s'est constitué à cause du très bas niveau intellectuel des masses, s'est démesurément gonflé ;

14° Ainsi la période de guerre a créé une organisation utile dans ses grandes lignes, mais elle a créé en même temps une série de contradictions, elle a favorisé la tendance au bureaucratisme et à la séparation d'avec les masses. Le système des ordres militaires prit peu à peu le caractère d'une contrainte inutile ; les privilèges qui en découlèrent, favorisaient les abus les plus divers ; la centralisation des organes du Parti eut pour conséquence la décadence de la vie intellectuelle du Parti. Tout cela amena la crise générale du Parti.

### IV. — La nouvelle période, ses tâches et l'organisation du Parti

15° La situation actuelle est caractérisée, d'une part, par la liquidation complète des fronts extérieurs, d'autre part, par l'aggravation extraordinaire de la crise intérieure, résultant des contradictions existantes. Les nouvelles formes de l'intervention étrangère qui se manifestent par des complots et des soulèvements, la grave crise économique et son résultat, la crise alimentaire, la tension extrême entre la classe ouvrière et les paysans, tension aggravée encore par la mauvaise

récolte, le bas niveau intellectuel des larges masses prolétariennes, épuisées par la lutte acharnée contre leurs innombrables ennemis, tous ces phénomènes se manifesteront d'une manière aiguë à l'époque de la démobilisation et rendront extraordinairement critique la situation de la République soviétiste. Il en résulta également que les liens entre l'avant-garde prolétarienne, le Parti, et la masse des ouvriers sans-parti, qui, par suite de la crise, subirent l'influence de la petite bourgeoisie, se relâchèrent, et qu'à l'intérieur du Parti même, la solidarité diminua et l'unité fut compromise.

L'époque actuelle a donc aussi un caractère contradictoire, puisque le passage à l'état de paix dans les conditions historiques actuelles, conduit à de nouvelles formes de lutte sur le front intérieur ;

16° Si, dans la période précédente, le Parti, aux dépens du travail éducatif, devait s'orienter dans la direction militaire, des tâches nouvelles apparaissent maintenant, au premier plan, comme l'élevation du niveau intellectuel des membres du Parti, en les faisant participer activement à la vie du Parti, ensuite l'augmentation de l'influence du Parti sur les masses, un rapprochement avec elles et la préparation du combat contre la contre-révolution. Plus que jamais, il est, maintenant, nécessaire d'affermir l'unité absolue du Parti et non pas l'unité formelle et mécanique, mais l'unité morale et combattive. Cette unité doit être construite sur une base nouvelle, sur la base du développement intellectuel des adhérents, sur la base de la participation de tous les membres à l'action du Parti, sur la base des riches expériences qu'avaient acquises les membres du Parti en travaillant pendant la période de guerre dans des domaines différents. Il s'agit de rassembler le Parti qui, pendant la guerre, était fractionné en des troupes différentes. Il s'agit de réunir les fonctionnaires supérieurs et inférieurs de l'administration militaire, civile, syndicale et soviétiste, les anciens et les nouveaux membres du Parti, les « jeunes » et les « vieux ». L'avant-garde prolétarienne, ne saurait, sans résoudre ce problème fondamental, remplir son puissant rôle constructif dans le domaine économique ;

17° Cette tâche ne saurait non plus être accomplie si l'on voulait maintenir les anciennes formes de l'organisation. Il faut guider nos efforts dans le sens de la démocratie ouvrière et, il faut la réaliser avec la même énergie qu'on avait dans la période précédente déployée à militariser le Parti — à moins que cela n'empêche la lutte directe contre les forces contre-révolutionnaires ;

18° On doit, au point de vue de la politique communiste, comprendre par démocratie ouvrière à l'intérieur du Parti, une forme d'organisation qui assure à tous les membres du Parti, jusqu'aux plus arriérés, la participation active à la vie du Parti, aux discussions sur toutes les questions surgissant dans le Parti et à la solution de ces questions, ainsi qu'une participation active à la construction du Parti. La démocratie ouvrière rend impossible le système de la nomination aux postes, et est caractérisée par l'éligibilité de tous les organes, du haut en bas, par la responsabilité de ces organes et le contrôle qui leur est imposé.

19° Les méthodes de travail dans la démocratie ouvrière consistent en de larges discussions sur toutes les importantes questions, la liberté absolue de critique à l'intérieur du Parti, l'élaboration collective des décisions du Parti — d'ac-

cord naturellement avec les décisions générales et obligatoires que le Parti aura prises au sujet des questions en discussion. Ces méthodes sont actuellement aussi nécessaires et importantes que la méthode des ordres militaires et l'obéissance, dans la période de guerre civile aggravée. Il va sans dire que les décisions, une fois prises, sont obligatoires et doivent être mises à exécution le plus rapidement et le plus exactement possible. Le Parti doit naturellement avoir assez de souplesse pour, si besoin en est, passer de nouveau au système des ordres militaires ;

20° La tâche générale à l'intérieur du Parti ne consiste donc pas dans l'augmentation du nombre des adhérents, mais dans leur perfectionnement, le développement en eux de la conscience de classe, l'éducation communiste, le travail personnel et l'initiative de tous les adhérents, et l'unité absolue du Parti sur cette base.

## V. — Mesures générales pour assainir le Parti.

21° Étant donné que le Parti renferme des éléments intellectuels et semi-intellectuels, d'origine petite-bourgeoise, qui ne sont pas encore suffisamment pénétrés des idées communistes, et que la majorité écrasante des ouvriers communistes est presque entièrement absorbée par l'œuvre d'édification soviétiste, et par conséquent est forcée de s'abstenir du travail direct dans les usines, et vu aussi les grandes pertes subies par le Parti sur les fronts de la guerre civile, il est absolument nécessaire de diriger la politique du Parti dans le sens du recrutement des ouvriers et d'épuration des éléments non-communistes. A chaque membre du Parti, il faut assigner une tâche précise, dans le Parti aussi bien que dans l'administration soviétiste.

22° Au cas où un nouveau membre enfreindrait la discipline imposée par le Parti, les Communistes, qui l'avaient recommandé au Parti, seront poursuivis devant les instances disciplinaires du Parti et pourront même être exclus, surtout s'ils se rendaient coupables d'une nouvelle négligence. Pour protéger le Parti contre les éléments incapables, les candidats, avant d'être admis au Parti, doivent faire un stage. La durée de ce stage est d'un an, pour les candidats qui ne sont pas ouvriers ou paysans.

23° Le Parti fait un devoir au Comité central et à son Bureau de consacrer son attention spéciale aux ouvriers qui se font remarquer par leurs qualités, et de les faire participer systématiquement et d'une façon permanente, aux responsabilités dans les centres ou dans les sections locales. Le Congrès considère comme une des plus grandes anomalies dans le Parti qu'on n'ait pas encore trouvé le moyen d'utiliser les forces à la disposition du Parti, en leur assignant des postes correspondant aux talents, et en offrant à ceux-ci des chances de se perfectionner.

24° Le Congrès confirme les décisions de la conférence de septembre 1920 et oblige le Comité central et la Commission de contrôle à mener une lutte résolue contre les abus dont se rendraient coupables des membres du Parti, en raison de leur position et de leurs privilèges. Le Congrès approuve entièrement la tendance à l'égalité des appointements.

25° Le Congrès considère comme la plus importante tâche le travail dans le Parti et parmi les sans-parti, dans le but de fonder le Parti dans les larges masses du prolétariat et de la classe pay-

sanne. Pour cela, il est nécessaire que tous les membres responsables du Parti accomplissent périodiquement un travail qui leur est assigné, c'est-à-dire que même ceux des membres du Parti qui s'occupent d'autres travaux participent activement à l'œuvre d'organisation et de propagande au milieu de la vie prolétarienne.

## VI. — La démocratie ouvrière et l'encadrement des ouvriers.

26° L'encadrement des ouvriers doit se faire du point de vue de l'utilité. Les camarades, qui ont été nommés à leurs postes par des organes supérieurs du Parti, doivent se mettre à la disposition des organes inférieurs comme ouvriers de telle ou telle qualité et sans aucun mandat complémentaire.

27° Il est nécessaire d'exécuter systématiquement les décisions du 8<sup>e</sup> Congrès du Parti, d'après lesquelles les ouvriers, qui étaient longtemps au service du Soviet ou du Parti, doivent être occupés dans l'industrie ou l'agriculture, dans les conditions de vie des autres ouvriers.

28° Pour arriver à une participation plus active des masses du Parti aux tâches quotidiennes de l'organisation, ainsi qu'au travail des organes exécutifs, il faut, s'il ne s'agit pas d'un cas d'urgence, faire connaître dans les séances plénières les listes des membres désignés à la mobilisation et expliquer pourquoi ces camarades ont été portés sur les listes des mobilisés. Au cas où cela ne peut se faire avant la mobilisation, les explications doivent être données dans une séance ultérieure.

29° Pour vaincre la bureaucratie sous toutes ses formes, les camarades doivent être transférés d'une branche de travail à une autre; mais il faut observer toutefois la règle que le camarade doit occuper un certain temps le poste qui lui est assigné, afin de mener à bonne fin sa tâche et d'accomplir le travail, dont il est responsable devant le Parti.

## VII. — La démocratie ouvrière et la vie intérieure du Parti.

30° Pour intensifier la vie du Parti, il faut prendre les mesures suivantes :

a) De larges discussions doivent être ouvertes sur toutes les importantes questions de politique générale et locale intéressant le Parti, dans les séances plénières jusqu'aux réunions de groupes, d'après les plans élaborés périodiquement par le comité correspondant du Parti. Ce plan doit prévoir la discussion de questions générales qui sont d'une importance spéciale pour la localité, ainsi que les questions qui surgissent dans la vie politique du Parti, des rapports des organes du Parti aussi bien que des rapports des organes soviétistes. Les commissions du Parti doivent faire en sorte que ces discussions n'aient pas uniquement lieu dans les villes, mais qu'elles embrassent méthodiquement la province. Pour cela, il est nécessaire que les ouvriers responsables soient dirigés, à tour de rôle, sur les districts. A force d'expliquer systématiquement tous les problèmes aux membres du Parti, on rendra ceux-ci capables de prendre vis-à-vis d'eux une position nette, et on contribuera à élever le niveau général du Parti ;

b) Les réunions publiques des organes du Parti doivent avoir lieu méthodiquement. Il faut élaborer soigneusement les ordres du jour de sorte que les simples membres du Parti en puissent tirer le maximum de profit ;

c) Il est nécessaire que les organes directeurs soient soumis au contrôle permanent de l'opinion publique, que des relations étroites s'établissent entre les organes directeurs et le Parti pris dans son ensemble, et que les commissions du Parti, supérieures et inférieures, rendent compte de leur activité. Les commissions provinciales doivent présenter périodiquement des rapports aux assemblées de villes ou régionales, aux réunions de délégués ou aux réunions plénières, aux conférences de districts ou de communes. Les commissions régionales dans les villes et les commissions communales dans les districts rendent périodiquement compte de leur activité aux grandes assemblées de groupes ;

31° Une organisation inférieure ne peut être dissoute par un organe supérieur que si elle a enfreint les décisions du Congrès du Parti ou les instructions et décrets faisant suite à ces décisions. Dans les autres cas, l'organe supérieur convoque une conférence ou une réunion de délégués qui décidera sur la question litigieuse.

### VIII. — Les groupes d'usines (noyaux) et leurs fonctions

32° Comme nous devons entreprendre la reconstruction économique du pays et nous rapprocher des masses, il faut consacrer une attention spéciale au renforcement des groupes communistes dans les usines. Pour cela, il faut reviser, dans le mois qui suivra le Congrès du Parti, tous les groupes existant en Russie et diriger sur les usines le plus grand nombre possible de communistes occupés dans les institutions soviétistes. Un nombre suffisant de membres du Parti doivent être transférés des entreprises inférieures aux entreprises plus importantes. Ce regroupement doit s'effectuer avec la participation des organes syndicaux ;

33° Le renforcement des groupes ne doit pas se limiter à une simple augmentation numérique. En même temps, on doit s'efforcer de rendre plus efficaces leurs fonctions. Les groupes, sans se contenter du travail de propagande et éducatif, doivent se transformer en organes de combat de première ligne sur le terrain économique. Il faut faire attention à ce que les communistes, occupés dans les usines et dans l'agriculture, participent le plus possible à la production immédiate, comme tourneurs, laboureurs, etc., et qu'ils n'exercent pas des fonctions administratives ;

34° L'activité des groupes communistes doit être l'objet d'une attention spéciale, de la part des comités exécutifs de provinces et de districts.

Le programme général du travail des groupes doit être élaboré dans des conférences provinciales de secrétaires, de fonctionnaires, de sections d'organisation et d'instruction, avec participation de représentants des syndicats. Ce programme doit s'adapter aux particularités économiques de la province et doit être différent pour les groupes des campagnes et des villes. A la base du programme général provincial, il faut, avec la participation des syndicats, élaborer des plans pour les districts, conformément aux conditions spéciales de chaque district. Le service d'informations doit correspondre à ces plans. La chronique de la vie du Parti doit refléter la vie et l'activité des groupes communistes, il faut distinguer les groupes modèles des groupes arriérés, ce qui fera ressortir de quelle façon le travail des groupes du Parti influence la productivité de l'entreprise ;

35° Le Parti doit attacher la plus grande importance au travail des groupes. Les meilleurs cana-

rades doivent être désignés pour le travail direct qui s'y fait. En même temps, il faut choisir systématiquement et d'une façon permanente des camarades responsables pour assumer des fonctions dans les groupes sous le contrôle du Parti. Il serait désirable de déterminer un jour ou une semaine où n'aurait lieu aucune réunion et qui seraient entièrement consacré au travail à l'intérieur du Parti. (*Semaine du Parti.*)

36° En ce qui concerne le travail proprement dit dans le Parti, le groupe doit : a) tenir un registre de tous les membres et faire en sorte que tous les membres aient à remplir une fonction : prendre toutes mesures propres à en finir avec l'analphabétisme politique et veiller à ce que tous les membres fréquentent l'école du Parti ; b) il doit faire de l'agitation et de la propagande parmi les sans-parti, organiser des conférences, des discussions, des compte rendus publics, etc. ; c) en vue de propager les idées communistes, il faut organiser méthodiquement des meetings où seront discutées les questions relatives à la vie des Soviets et des syndicats, etc. ; faire participer le plus possible, les masses sans-parti à ces discussions ; d) dans les réunions publiques de groupe, il faut discuter les derniers décrets, ordonnances et instructions du gouvernement soviétiste, afin de rapprocher les masses sans-parti du gouvernement soviétiste ; e) en vue de protéger les intérêts des travailleurs et de relever le rendement des usines, il faut agir par l'exemple personnel sur les larges masses sans-parti et appuyer l'initiative prise par chaque membre du Parti et chaque sans-parti pour l'amélioration du travail des organes soviétistes ; f) le groupe participe activement, par ses membres, aux élections et aux travaux des comités d'usines, comités d'employés, commissions de contrôle et prend toutes mesures qu'il juge bonnes, pour que ces organes fonctionnent dans le sens du Parti Communiste russe ; g) le groupe choisit les camarades que leur aptitude désigne pour être transférés des institutions soviétistes aux organismes du Parti et les camarades sans-parti capables de remplir des fonctions dans le sein des soviets ; h) le groupe doit faire attention à ce que les forces communistes soient utilisées le plus efficacement possible pour les soviets ; la rectification des erreurs éventuelles doit être le fait du groupe par l'intermédiaire de la fraction communiste de l'organe qui contrôle l'usine ou l'institution en question. Au cas où le groupe ne serait pas satisfait de la décision de la fraction, il s'adresse au comité du Parti.

### IX. — Sur les fonctions du Comité Central.

37° Le Congrès du Parti fait un devoir au nouveau Comité central d'observer l'unité parfaite dans sa structure ; il est également nécessaire d'unifier et de simplifier le service d'informations et d'élaborer un plan général de travail, car c'est le seul moyen pour donner au travail du Parti, dans tout le pays, une direction réelle basée sur l'expérience et l'étude des conditions locales ;

38° Pour unifier les plans et recueillir les expériences qui permettent une vue d'ensemble sur le travail quotidien accompli dans chaque domaine particulier, il faut convoquer des conférences générales des fonctionnaires de provinces ;

39° Les conférences panrusses du Parti doivent avoir lieu deux fois par an ;

40° La séance plénière du Comité central doit avoir lieu régulièrement, au moins tous les deux mois. Pour vaquer aux affaires courantes, les bureaux administratifs et politiques du Comité central sont maintenus. Les membres suppléants du

Comité central peuvent prendre part, avec voix consultative, aux séances du Comité central ;

41° Il serait désirable que les questions de principe, surgies dans la vie du Parti, soient discutées par le Comité central, en présence des représentants des organisations des plus grands centres ouvriers ;

42° Les thèses sur les questions à l'ordre du jour des Congrès et conférences panrusses doivent être publiées un mois au plus tard avant la session du Congrès ou de la conférence ;

43° Le Comité central rend compte mensuellement de son activité au Parti ;

44° Le nombre des membres du Comité central est élevé à 25. Sur ce nombre, 5 doivent se consacrer entièrement au travail dans le Parti, leurs fonctions consistant à inspecter les organisations locales et à assister, en première ligne, aux conférences de provinces. Lors de ces visites, les membres du Comité central auront l'occasion de connaître les conditions et les fonctionnaires locaux, pourront donner les instructions nécessaires dans toutes les questions concernant le Parti, rendront compte de l'activité du Comité central, donneront des informations sur les tâches prochaines et les perspectives du Parti, et, en cas d'un séjour prolongé, prendront part aux travaux des organisations locales. Les rapports sur ces tournées seront publiés dans les *Isvestia*.

45° En outre, le Comité central informe chaque mois par lettres confidentielles les Comités de provinces, de la situation politique intérieure et extérieure, des affaires du Parti et des tâches prochaines qu'assigne le Comité central aux Comités de provinces.

## X. — Premières mesures concernant l'organisation.

46° Le Congrès se déclare pour la suppression des sections agraires, devenues superflues avec le développement et le renforcement des comités du Parti et empêchant la direction générale du travail dans le Parti par un centre unique.

Ces sections étant supprimées, il est nécessaire : a) de mettre à la disposition des sections d'agitation et de propagande des camarades connaissant suffisamment les campagnes pour travailler avec succès parmi les paysans ; b) de former dans les sections d'organisation et d'instruction un état-major d'instructeurs habitués au travail dans les campagnes.

47° Il est nécessaire de transformer, dans un certain délai, les sections des minorités nationales en sous-sections d'agitation et de propagande, en faisant en sorte que les fonctions ayant un caractère d'organisation générale soient transmises aux sections d'organisation et d'instruction. Le Comité central est autorisé à régler uniformément les décisions déjà existantes sur les sections des minorités nationales ;

48° Le Congrès maintient les *Samedis communistes*, qui doivent avoir lieu au moins une fois par mois et qui sont obligatoires pour tous les membres du Parti. Ces samedis communistes doivent servir d'écoles pratiques de communisme et être employés : 1° à exécuter des travaux de l'utilité desquels chaque participant est convaincu, comme l'amélioration des transports, la lutte contre la crise du combustible, etc. ; 2° à améliorer les conditions de vie et de travail des ouvriers et de l'armée rouge ; 3° à élever le niveau de culture des ouvriers et des soldats rouges ;

49° Le Comité central élaborera des instructions

spéciales sur les rapports entre les comités du Parti, les sections syndicales, les divers bureaux et surtout entre les sections politiques et les organisations communistes des unités et institutions militaires qui se trouvent dans la circonscription de chaque Comité du Parti.

## XI. — Sur la Fédération de la Jeunesse Communiste Russe.

50° Pour le développement de la vie du Parti et le recrutement de nouveaux communistes, il est d'une grande importance d'établir une liaison étroite entre le Parti et la Fédération de la Jeunesse communiste, en vue de faire participer cette dernière au travail dans le Parti

Pour cela, il faut observer les règles suivantes :

1° Tous les membres du Parti, jusqu'à leur 21<sup>e</sup> année, doivent faire partie de la Fédération de la Jeunesse Communiste et participer activement à ses travaux ;

2° Les représentants du Comité du Parti dans les commissions de la Fédération de la Jeunesse Communiste prennent part à la direction de celle-ci. Ils doivent rendre compte de leur activité et de la situation de la Fédération aux assemblées générales, aux réunions de délégués et aux congrès du Parti ;

3° Les Comités du Parti doivent aider la Fédération de la Jeunesse Communiste à faire l'éducation politique de ses membres et à les rendre aptes à collaborer à la réorganisation soviétiste et économique ;

4° Il faut renouveler périodiquement les collaborateurs actifs de la Fédération de la Jeunesse Communiste par un échange d'ouvriers entre le Parti et la Fédération. Mais il faut s'y prendre avec une grande précaution ;

5° Les membres de la Fédération de la Jeunesse Communiste, en qualité de membres du Parti, sont obligés de prendre part d'une façon permanente au travail dans le Parti et de remplir tous les devoirs imposés aux membres du Parti ;

6° La Fédération de la Jeunesse Communiste doit être mise en état de prendre part aux discussions sur les questions qui concernent la politique générale et la vie du Soviet et du Parti. Pour cela, il faut, d'une part, que les membres de la Fédération soient admis aux assemblées générales des organisations du Parti, et d'autre part, que la Fédération puisse déléguer des représentants avec voix consultative aux réunions de délégués, conférences et congrès.

# Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale  
PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

## ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois .....	7 »	8 »
6 mois .....	14 »	16 »
12 mois .....	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à  
René REYNAUD, 123, rue Montmartre, PARIS

## EN RUSSIE SOVIÉTISTE

# Les Fêtes du 1<sup>er</sup> Mai à Moscou

Le 1<sup>er</sup> mai 1921 à Moscou a été le triomphe de l'Etat socialiste. Le régime soviétiste n'a plus besoin de décorations et d'affichage extérieurs, ni de processions et de parades officielles, ni de meetings et de discours.

La place du Théâtre était ornée de diagrammes et de chiffres dépeignant la situation économique sous une forme expressive. Il y avait parmi eux des chiffres tristes, honteux, offensants, mais loin d'être cachés, ils étaient exposés bien en vue et semblaient dire : « Voyez, travailleurs ! voyez comme la situation est mauvaise dans les constructions mécaniques, dans les extractions de minerais ! »

Le peuple s'arrêtait longuement devant ces placards les lisant et les relisant comme pour y chercher quelque chose. On pensait malgré soi : Encore 5 ans, 10 ans peut-être, et l'Etat révolutionnaire atteindra la maturité nécessaire, acquerra la base économique nationale et internationale qui convient, et alors les fêtes de la révolution constateront une colossale prospérité économique et morale.

Les fêtes serviront à montrer dans toute leur nudité tous les points faibles des branches d'activité matérielle ou morale, et tous les autres jours de l'année seront consacrés à renforcer ces points faibles. Ainsi, par un contrôle et un perfectionnement perpétuels, la République prolétarienne doit regarder ces fêtes comme des jalons marquant sa route toujours plus avancée dans le monde des mirages et des métamorphoses de l'époque communiste.

Des enfants, partout des enfants. Il semble que jamais la Russie n'a passé autant d'enfants. La mortalité infantile, à notre époque de lutte et de privations, n'a pourtant pas baissé. Et pourtant jamais on n'avait vu autant de mines enfantines éclatant de joie. Les petits réprochés qu'on voyait autrefois dans les faubourgs ouvriers se traînant dans les marais où se terrer comme de petites taupes derrière les clôtures pour regarder avec envie les enfants choyés des classes riches, sont maintenant l'objet de la sollicitude de la république : ce sont eux qui remplissent ces *tramways* et ces places artistiquement décorés, ce sont eux qui égayent ces théâtres et ces spectacles qui leur sont réservés, et leurs voix sombres etourdisent la ville de la joyeuse promesse d'un avenir de beauté.

La fête du 1<sup>er</sup> mai 1921 a été caractérisée par la première sortie publique du prolétariat, par son apparition sur l'estrade d'une grande place en face d'une foule immense.

La place du Théâtre était bondée d'un bout à l'autre. Une colossale estrade destinée à des centaines de participants symbolisait devant le Grand Théâtre l'Art se libérant des locaux étroits et des alcôves théâtrales. L'Art nouveau, tragiquement

profond comme l'éternité et joyeux comme l'avenir, se présente sous la forme d'une collectivité libre et créatrice sur une place publique, en pleine rue, en plein air, sous l'éternel soleil. Son avenir est là. L'Art, la science et la vie doivent se fonder dans une recherche créatrice incessante.

Les acteurs, ouvriers du prolétariat, sont aussi des acteurs nouveaux. Leur technique, le rythme et la plastique des mouvements laissent beaucoup à désirer, mais ce qu'il y a en eux, ce que nous y trouvons déjà en embryon, c'est quelque chose de neuf ne ressemblant à rien d'ancien. Qu'est-ce donc ? Qu'est-ce qui a captivé autour de cette arène l'attention de dizaines de milliers de spectateurs ? C'est la fusion de l'art et de la vie sur les visages et dans les mouvements de ses acteurs.

Jadis l'acteur était détaché de la vie. Les images qu'il incarnait naissaient dans la nuit et mouraient dans la nuit. Le nouvel acteur ouvrier vit avec son époque, crée sa réalité révolutionnaire au milieu de la vie, et cette réalité concentrée dans l'art doit donner des formes d'un éclat encore inouï, la représentation plastique la plus réussie. « Le Travail », exprimait par des mouvements rythmés, la lutte redoutable du travail et du capital, leurs assauts et leurs retraites mutuelles, leurs combats et leurs défaites. L'ardeur des mouvements, le déploiement de je ne sais quelle particulière énergie musculaire, l'exaspération de tous les sentiments, créaient une atmosphère de nature profonde absolument étrangère aux anciens acteurs.

Le 1<sup>er</sup> Mai est devenu réellement la Fête Nationale, en entendant par nation, les masses laborieuses, et la journée toute entière a été pénétrée d'un sentiment sérieux et profond.

A. ALPEROVITCH.

## Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale

### Commission Exécutive

Les réunions de la Commission Exécutive auront lieu à l'avenir tous les mercredis à 18 heures, 49, rue de Bretagne.

Les secrétaires-adjoints.

RENÉ REYNAUD, ALBERT TREMBLÉ.

### Erratum

Les réunions de la Commission Exécutive coïncidant avec la parution du Bulletin, nous nous sommes trouvés dans l'impossibilité de réviser les corrections du procès-verbal para dans le dernier numéro. Il s'agissait, naturellement, d'un compte rendu de séance de Commission Exécutive et non de réunion plénière. De plus, cette réunion eut lieu le 24 mai, et non le 21 mai, comme des typos facétieux nous l'ont fait dire. Selon le cliché consacré, nos lecteurs et amis auront rectifié d'eux-mêmes. — H. R.

# La Vie Economique en Russie

## La campagne d'ensemencement

D'après les derniers renseignements, le plan de transport et de répartition des graines pour les semailles de printemps est exécuté dans la proportion de 98 %.

Il s'agit des 30 millions de pouds que l'Etat avait décidé de prélever sur ses magasins d'approvisionnement pour parfaire les réserves des paysans et compléter les 200 millions de pouds de graines diverses, non compris les pommes de terre et les plantes herbacées, nécessaires pour ensemercer les 25 millions et demi d'hectares prévus dans le plan adopté par le Conseil des Commissaires du Peuple à la fin de janvier dernier. Ainsi l'Etat soviétiste avait assumé la tâche colossale de fournir gratuitement à des millions d'exploitations individuelles de Russie près d'un sixième du total des semences nécessaires aux semailles de la saison. On se rend compte de l'importance d'une pareille mesure, surtout après une année de sécheresse où beaucoup de provinces ont eu à souffrir de la mauvaise récolte.

Sur ces 30 millions de pouds, 10 millions environ devaient être transportés des régions productrices, et en majeure partie du Caucase et de Sibirie, jusque dans les provinces consommatrices ou accidentellement déficitaires.

Le problème de ce transport présentait les plus extrêmes difficultés dans le début d'année où la crise du combustible sur les chemins de fer et celle du charroi animal sur les routes se faisaient cruellement sentir. Malgré cela, entre le 10 février et le 1<sup>er</sup> mai, ce plan de transport dans toutes ses parties a été exécuté. Il a fallu, en s'entendant avec les communautés paysannes, rassembler les bêtes de trait nécessaires pour amener les grains jusque dans les stations. Ensuite le Conseil du Travail et de la Défense a déclaré de première urgence tous les chargements de graines. Il a envoyé en conséquence des ordres catégoriques à tous les services intéressés : sections agraires, sections d'approvisionnement, chemins de fer, etc. Une commission mixte a coordonné l'action de tous les Commissariats. L'armée a mis à la disposition des Comités d'ensemencement la main-d'œuvre et le matériel disponibles. Tandis qu'on ne chargeait au début de février que 20 à 50 wagons par jour au lieu de 150 prévus, on a atteint à la fin de mars une moyenne de 197 wagons.

La campagne d'ensemencement se termine pour l'Etat par un succès complet qui le fait apparaître dans son rôle nouveau de régulateur effectif de la culture paysanne. L'action de l'Etat ne se borne d'ailleurs pas à ces 30 millions de pouds. Le reste des semences nécessaires est réparti entre les cultivateurs, de façon aussi rationnelle que possible, par l'intermédiaire des Comités villageois pour l'amélioration de la culture rurale et au degré supérieur par les Comités d'ensemencement de districts et de provinces. Selon les localités, les semences ont été laissées chez leurs détenteurs ou bien ont été versées dans les gre-

niers publics. Toutes ces mesures ont été prévues par le 3<sup>e</sup> Congrès des soviets, réglementées ensuite par le Commissariat de l'Agriculture. Leur bien-fondé est aujourd'hui vérifié par la régularité qui en résulte pour la campagne d'ensemencement. La statistique en cette matière est moins facile et moins immédiate que pour les apports directs de l'Etat. Néanmoins les nouvelles qui parviennent déjà de toutes les provinces, et qui sont soigneusement reproduites par la presse afin d'intéresser toute la Russie active à la marche de la campagne, montrent que partout les versements et les répartitions de graines à l'intérieur des districts et des cantons se sont faits de façon entièrement satisfaisante et sont généralement terminés.

Déjà nous commençons à apprendre que dans tel ou tel district ou canton la surface enssemencée dépasse non seulement celle de l'année dernière, mais même celle d'avant-guerre prévue par le plan. Aussi bien au Kouban que dans les environs de Moscou, les paysans sont tellement satisfaits des derniers décrets et en particulier de l'abolition des réquisitions qu'ils assurent que cette année ils sèment le double de l'année dernière et qu'à la saison prochaine il ne restera pas un coin de terre inutilisé. On s'occupe même d'utiliser pour la culture les emplacements laissés libres après les coupes de bois. L'Etat offre pour les débarrasser des souches les explosifs et le personnel du génie militaire.

Le problème des graines constitue les trois quarts des semailles. En même temps qu'il était ainsi résolu victorieusement, la terre elle-même était préparée sur place comme elle ne l'a sans doute jamais été depuis le début de la guerre impérialiste. Depuis sept ans qu'elle est privée presque totalement des apports de l'étranger, la Russie a perdu plus de la moitié de son matériel agricole, déjà très insuffisant. Or la moitié dans les autres domaines l'intervention désoisive de l'Etat socialiste a fait face à la crise. Déjà les années précédentes quelques mesures avaient été prises pour la réfection du matériel, mais jamais encore il n'avait été possible d'établir, ni à plus forte raison d'exécuter, un plan comme cette année.

En l'absence de statistique générale, on peut juger de l'ampleur du travail accompli d'après quelques exemples. Dans la province de Moscou, à la suite de la « semaine du paysan rouge » proclamée spécialement à cet effet par les organisations communistes, on constatait à la date du 1<sup>er</sup> avril la situation suivante : 1.258 ateliers de réparation installés et munis de 50.000 pouds de charbon et plus de 88.000 pouds de fer, dont 70.000 ramassés parmi les déchets inutilisés des usines et des ateliers de chemins de fer, 3.500 ouvriers rassemblés et approvisionnés pour toute la saison, 4.900 charrues déjà remises en état et 30.000 pièces de rechange déjà fabriquées dans ces ateliers sur un total prévu de 48.000. En outre 175.000 autres pièces sont commandées dans les dépôts de chemins de fer et dans les usines métallurgiques de la province de Moscou.

Dans la province d'Iaroslavl, on a ouvert pour commencer 457 forges, ce qui donne un minimum obligatoire de 5 par canton, chaire destiné à être augmenté ensuite selon les disponibilités en ouvriers et en matériel. Les forgerons et charrons nécessaires sont mobilisés pour ce service public et gratuit, mais en échange les communautés desservies par eux se chargent de cultiver leurs terres. On a distribué 2.318 charrues envoyées de Moscou.

Dans 53 provinces, d'après des comptes rendus très incomplets, 20.000 forges et 14.000 autres ateliers de réparation sont à la disposition gratuite des paysans. Dans la province d'Astrakhan, on avait réparé avant le 10 avril 4.700 charrues, dans celle de Voronéje 9.150, dans celle de Ekaterinbourg 18.560, dans celle de Perm 4.280, etc... Le Don s'est assigné pour tâche de réparer cette année 416.000 machines, la province de Viakha 166.000, celle de Vladimir 20.000 charrues, celle de Koursk 12.000 herses, celle d'Orel 18.000, etc..., sans compter les voitures ni le matériel neuf de toute sorte. Par exemple les ateliers ruraux de la province de Gornel fabriqueront 1.780 charrues, 270 herses, 1.100 faux, etc...

Pour l'utilisation de ce matériel, comme de tout celui existant déjà et aussi du bétail de travail, des instructions sévères ont été données. Il faut que chaque instrument, que chaque cheval donne son maximum de rendement. A cet effet toutes les exploitations individuelles sont divisées en groupes de 7 à 10 placés chacun sous la direction d'un cultivateur membre du « Comité villageois pour l'amélioration de la culture ». Chacun de ces groupes est muni de tout le matériel nécessaire et emploie ce matériel en commun. Chaque paysan demeure d'ailleurs propriétaire de ce qu'il a à lui et l'État, en la personne des Sections agraires cantonales ou des domaines soviétistes avoisinants, complète autant qu'il peut en gros matériel. Le petit matériel et le bétail de travail provenant du centre sont remis directement à ceux des cultivateurs individuels qui en sont dénués. En dehors de cela les Comités d'ensemencement, en tant qu'organes suprêmes et de coordination, mettent à la disposition des paysans les chevaux et les véhicules de la Section d'approvisionnement, de la milice ou des autres administrations.

Ainsi pendant que les semences étaient rassemblées par les procédés indiqués plus haut, tous les moyens étaient mis en œuvre pour assurer la plus complète préparation du sol. On doit constater dès maintenant le succès presque intégral. Les deux seuls éléments d'une bonne récolte qui sont en la possession de l'homme se trouvent réunis. Le premier plan national d'agriculture, le premier qui ait été établi non seulement en Russie mais dans le monde entier, a été brillamment exécuté par le gouvernement soviétiste. Lui seul était capable de réussir une aussi colossale entreprise, parce que lui seul pouvait intéresser, diriger et combiner l'initiative des ouvriers et des paysans. Pour se rendre compte de l'ampleur de cette victoire économique et des conséquences de toute sorte dont elle est grosse, il faut se rappeler que le plan des semailles de printemps qui se trouve ainsi exécuté donne une surface ensemencée supérieure de 25 % à celle qui a été utilisée en 1920, et dépasse même de 10 % celle de 1916, sans parler des quelques amendements apportés dans le sens d'une meilleure utilisation agronomique du sol selon les régions.

Pierre PASCAL.

## L'Électrification.

Malgré le manque de cuivre et de nombreux autres accessoires, on constate une augmentation très significative du nombre des stations électriques sur le territoire de la Russie Soviétique.

En 1917 il a été construit dans la zone centrale trois stations d'une puissance totale de 2.109 kilowatts, dans la zone du nord, deux stations d'une puissance de 57 kilowatts, dans celle de l'Oural, une station de 205 kilowatts, au total six stations nouvelles avec 2.371 kilowatts.

En 1918 on a terminé dans la zone centrale la construction de sept stations d'une puissance totale de 4.717 kilowatts et on a construit dans la zone du nord deux stations de 75 kilowatts, au total neuf installations avec 4.792 kilowatts.

En 1919 le nombre augmente de façon plus sensible : dans la zone centrale vingt-huit stations entièrement terminées donnant ensemble 1.300 kilowatts, dans la zone du nord cinq stations et 337 kilowatts, dans celle de l'Oural deux stations et 49 kilowatts, dans celle de la Volga une station de 4 kilowatts, au total trente-six avec 1.690 kilowatts.

En 1920 la zone centrale termine soixante-quinze stations de 7.552 kilowatts. La zone du nord ajoute seize stations de 922 kilowatts et celle de la Volga quatre stations de 200 kilowatts. Au total quatre-vingt-quinze stations avec 8.574 kilowatts.

D'après les renseignements reçus par la Section d'Electricité du Conseil Supérieur d'Economie Nationale, il se monte actuellement vingt-six stations qui donneront 1.805 kilowatts, dont vingt-cinq dans la zone centrale. Ce programme sera complété par plusieurs autres installations de sorte que le nombre total ne sera en rien inférieur à celui de 1920.

Actuellement l'ensemble des stations électriques existant est réparti à travers les provinces et les territoires autonomes de la façon suivante :

	Stations	Puissance en kilowatts
Russie .....	503	276.376,8
Ukraine .....	72	66.407,9
Turkestan .....	24	4.691,8
Blanche-Russie .....	9	941,7
République Tatare .....	10	2.316,3
République Kirghize .....	11	1.505,—
République du Daghestan ...	2	174,2
République des Montagnards ...	11	1.864,3
Territoire Votjak .....	1	42,—
<b>Total.....</b>	<b>648</b>	<b>354.320,—</b>

Sur ce nombre on compte 246 stations rurales.

IVAN.

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté  
par des ouvriers payés  
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)  
183, rue Montmartre, Paris (2<sup>e</sup>).  
Georges DANGON, imprimeur